72469

Emplois pour une Prospérité Partagée:

C'est le Moment d'agir pour le Moyen-Orient et en Afrique du Nord

PRINCIPAUX MESSAGES

## Message n°1 : Changer les règles pour créer un secteur privé dynamique qui tire profit de l'ensemble du potentiel humain de la région.

La lenteur de la croissance des entreprises et leur capacité limitée de création d'emplois de qualité sont directement liées à la réglementation du climat d’affaires. La concurrence a été étouffée par une application inégale des réglementations, un accès au crédit basé sur les privilèges et les relations et des marchés lucratifs encore protégés par de multiples barrières juridiques et réglementaires. Pour être corrigé, ceci exigerait une simplification radicale des procédures et des règlements de l'activité économique, en les rendant transparents et faciles à comprendre tout en responsabilisant les autorités qui les administrent. L'accès au crédit pourrait être élargi en intensifiant la concurrence bancaire et en renforçant la transparence des opérations tant des entreprises que des banques, ce qui permettrait aux banques de prêter davantage aux entreprises et aux petits emprunteurs. Une réduction de l'ensemble des barrières à l'entrée et à la sortie des marchés protégés créerait des incitations à l'investissement et à l'innovation et stimulerait la demande de main-d'œuvre.

﻿

**Message n°2 : Réorienter les flux de compétences vers les emplois du secteur privé productif en supprimant les avantages artificiels des emplois dans le secteur public. Lever les barrières qui entravent les femmes désireuses de travailler et créer des environnements de travail sûrs et appropriés.**

Des réglementations strictes et un secteur public qui continue à offrir de meilleures conditions d'emploi limitent considérablement la translation de la main- d'œuvre la plus qualifiée vers les secteurs les plus productifs de l'économie. Les subventions à l'énergie y contribuent également en rendant les investissements dans des machines relativement moins coûteux que l'embauche de travailleurs. Si ces restrictions protègent une minorité de travailleurs existants, elles ont aussi suscité des taux élevés d'emploi informel et d'inemploi, surtout chez les jeunes et les femmes. L'introduction de l'assurance-chômage et d'un filet de protection sociale bien ciblé permettraient aux gouvernements d'assouplir les réglementations du travail et d'éliminer progressivement les subventions à l'énergie très coûteuses. Des politiques spécifiques seront nécessaires pour lever les barrières auxquelles se heurtent les femmes qui souhaitent travailler. Elles devront garantir un environnement de travail sûr et aider les femmes à faire face aux fardeaux domestiques supplémentaires qu'elles assument.

**Message n°3 :Rendre les jeunes plus attrayants sur le marché du travail en comblant les écarts informationnels, en renforçant les qualifications sources d'employabilité, en polissant la qualité de l'enseignement et en établissant des partenariats de formation avec le secteur privé.**

Les jeunes et les familles de la région MENA investissent lourdement dans l'éducation et la formation, mais la majorité des jeunes ne peut pas tirer profit de ces investissements ni utiliser ses compétences. La qualité et la pertinence des compétences acquises est faible et l'importance du mérite dans l'obtention d'un emploi est limitée. La méritocratie dans l'accès à l'éducation et à l'embauche, la disponibilité de multiples filières dans l'éducation et l'offre d'options de seconde chance sont des éléments clés pour développer une main-d'œuvre productive. Une société méritocratique envoie des signaux plus clairs sur les demandes du marché aux systèmes d'éducation et de formation. Ce faisant, elle crée une demande pour les « bonnes » compétences dans les « bons » domaines et permet de réduire l'inadéquation entre ce que le marché recherche et ce que le système d'éducation et de formation produit. En outre, la qualité de l'éducation et sa valeur sur les marchés du travail doivent être évaluées régulièrement par le biais de tests standardisés, et les résultats doivent servir de base aux réformes et permettre aux utilisateurs d'agir. Enfin, des liens plus étroits avec le secteur privé devraient permettre d'ajuster la pédagogie et les programmes d'enseignement aux nouvelles demandes et les écoles devraient être dotées d'une autonomie qui leur permette d'y répondre.

**Message n°4 : Utiliser des interventions à court terme pour répondre aux besoins immédiats tout en renforçant la crédibilité et le consensus vis-à-vis de réformes à moyen terme qui changent la donne.**

L'établissement d'un environnement propice à la mise en œuvre des réformes exige un large consensus sur la nature du problème de l'emploi et la création de courants favorables au changement et inclusifs. Les premières étapes essentielles sont notamment les suivantes : (i) l'amélioration de l'accès aux données et à l'information, (ii) la participation de tout l'éventail des acteurs sociaux au dialogue sur les réformes et (iii) la mise en œuvre de programmes à court terme donnant des résultats visibles afin de renforcer ainsi la crédibilité du processus.